

Brignais, le 11/08/2025

DREAL AURA-CIDDAE		N°	
Destinataire		Copie à	
Arrivée	19 AOUT 2025	LYON	
Observations			

DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Pôle autorité environnementale
69 453 Lyon Cedex 06

A l'attention de Madame la Présidente de la
Mission régionale de l'autorité environnementale

Envoi copie par mail à :

ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr

Service Urbanisme

Votre interlocuteur : Ksenia CAUVIN

☎ : 04 78 05 62 11 urbanisme@mairie-brignais.fr

Objet : recours administratif préalable contre l'avis n°2025-ARAR-AC-3866 du 23/06/2025 – LRAR-
ANNULE ET REMPLACE LE RECOURS FORMULÉ LE 16/07/2025

PJ : 4 annexes

Madame la Présidente,

En application des articles R104-33 à R104-37 du code de l'urbanisme, le 29 avril 2025 la commune de Brignais a sollicité l'avis de l'autorité environnementale dans le cadre de la procédure dite « cas par cas ad hoc » de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Brignais.

Par avis conforme n°2025-ARAR-AC-3866 délibéré le 23 juin 2025 et notifié le 24 juin 2025, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale

- A estimé que la modification n°3 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Brignais (69) était susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;
- A requis la réalisation d'une évaluation environnementale proportionnée aux enjeux dont les objectifs seraient notamment de :
 - établir l'état initial précis des sites référencés comme potentiellement pollués et voués à changer d'usage dans le cadre de la mise en œuvre du projet de territoire porté par le PLU ;

- garantir par des mesures réglementaires du PLU que les changements d'usage projetés ne présentent aucun risque sanitaire pour les futurs occupants des sites concernés liés à la qualité des sols et au risque de développement des maladies vectorielles (moustiques tigres) ;

Ces objectifs ont été exprimés sans préjudice de l'obligation pour la personne publique responsable de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions de l'article R.151-3 du code de l'urbanisme.

En application du III de l'article R 122-18 du code de l'environnement, la décision de l'autorité environnementale doit être motivée. En l'occurrence, les motivations qui ont conduit à la décision contestée sont liées à :

- L'existence de périmètres de protection d'abords de monuments historiques qui s'imposent au projet de modification de PLU.
- Le référencement de 92 sites dans la base de données ex-Basias et de 2 sites dans la base de données ex-Basol sans que le projet de modification du PLU :
 - o Ne démontre que l'état des sols des tènements de l'OAP modifiée n°2 est compatible avec l'usage projeté du site ;
 - o Ou le cas échéant, ne présente des mesures réglementaires qui visent à garantir que tout changement d'usage des sites identifiés dans lesdites bases de données, sera conditionné à la démonstration préalable qu'ils sont compatibles avec l'état des sols, c'est-à-dire sans présenter de risque sanitaire pour les futurs occupants.
- Le classement du territoire communal en « potentiel radon 3 ».
- La colonisation de la majorité du département du Rhône par l'*Aedes albopictus* (dénommé « moustique tigre »).

Par la présente et en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, j'ai l'honneur de former un **recours administratif préalable** contre votre avis n°2025-ARAR-AC-3866 notifié à la commune en date du 24 juin 2025. Le présent recours annule et remplace celui formulé par lettre du 16 juillet 2025, notifié le 21 juillet 2025.

La décision de requérir la réalisation d'une évaluation environnementale paraît **disproportionnée par rapport à l'objet de la procédure** de modification n°3 du PLU **et l'incidence réelle des modifications projetées par rapport au PLU actuellement en vigueur.**

Concernant l'impact sur les périmètres de protection d'abords de monuments historiques :

Il n'est pas contesté que Brignais est concernée par plusieurs périmètres de protection des abords (PDA) de monuments historiques. Ces périmètres représentent près de 125 ha à Brignais.

Il n'est pas contesté que l'OAP n°4, concernée par le projet de modification n°3 du PLU est comprise pour partie dans le périmètre des abords d'un monument historique (Pont Vieux). Ce dernier couvre environ 18,2 ha.

Néanmoins, nous souhaitons rappeler que les modifications apportées à l'OAP sont limitées à deux parcelles qui ne sont que partiellement situées dans le périmètre des abords, à son extrémité est. Ainsi,

la surface impactée par la modification de l'OAP et située dans le périmètre des abords représente 1200 m², **soit 0,006% de la superficie du PDA Pont Vieux** (cf. annexe 1) et 0,0001% de l'ensemble des périmètres protégés au titre des abords de monuments historiques.

Par ailleurs, les modifications concrètes de l'OAP sur cet espace consistent à inscrire un objectif de préservation et de mise en valeur du bâtiment existant situé dans le périmètre des abords alors que l'OAP actuelle permet sa démolition et la construction neuve sur la totalité des parcelles (cf. annexe 2).

Les incidences de la modification n° 3 du PLU sont ainsi non seulement **minimes au regard de la taille du périmètre protégé mais elles sont également largement positives en ce que la modification garantira la mise en valeur et la conservation du bâti existant dans le secteur protégé.**

Concernant l'état des sols des tènements de l'OAP modifiée n°2 et sa compatibilité avec l'usage projeté du site :

L'avis de l'autorité de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale précise que le périmètre de l'OAP n°2 comprend plusieurs sites référencés dans l'ex base de données Basias (désormais intégrée dans la plateforme Géorisques) et faisant l'objet des fiches suivantes : SSP4061420 ; SSP4067436 ; SSP4067379 ; SSP4073715.

Nous souhaitons attirer votre attention sur le fait que la modification n°3 du PLU ne conduit en aucun cas à permettre un nouvel usage sur les sites concernés. En effet, l'hypothèse de mutation vers du logement est inscrite dans le PLU depuis sa révision approuvée en 2020 (cf. annexe 3).

La modification n°3 du PLU porte sur les principes d'implantation des bâtiments, de maillage voirie et modes doux et de végétalisation.

Par ailleurs, sur les quatre sites identifiés :

- Les **sites SSP4067436 et SSP4067379 ont d'ores-et-déjà été reconvertis** dans le cadre des opérations d'aménagement engagées dès 2017 par une opération de lotissement. Les permis de construire ont été délivrés entre 2017 et 2024. Les premières livraisons des logements ont eu lieu en 2021, d'autres sont en cours de réalisation (cf. annexe 4).
- Le site SSP4073715 (M. PJ. CHARROIN Ets SA) est en activité. Aucun changement d'usage n'est donc envisageable tant que l'activité persiste (cf. annexes 4).

Concernant le site SSP4061420 nous ne disposons en effet d'aucune information complémentaire à celle disponible dans les fiches basias. Néanmoins, nous précisons qu'en application du PLU en vigueur ce terrain est classé en zone constructible et que l'OAP en vigueur prévoit des possibilités d'opération mixtes (logement et éventuellement commerce) et ce depuis 2020.

En toute hypothèse, le projet de modification n°3 du PLU n'apporte pas de possibilités nouvelles en termes d'usage ni de constructibilité supplémentaire sur aucun des quatre sites.

Quant au périmètre de servitude dite « de projet », il a été instauré en application de l'article L 151-41-5° du code de l'urbanisme en 2020 à l'issue d'une révision générale du PLU. En application de

l'article précité, la durée de validité de cette servitude est de cinq ans au plus. Par conséquent, ce périmètre ne produit plus d'effet juridique depuis le 13/02/2025. **La modification n°3 du PLU consiste donc à supprimer des pièces graphiques les périmètres qui ne produisent plus d'effet juridique.**

Pour ces raisons, il nous semble que **l'obligation d'une évaluation environnementale est disproportionnée compte tenu de l'absence d'effets de la modification n°3 du PLU sur les possibilités de changement d'usage.**

Par ailleurs, votre avis mentionne que l'OAP n°3 comprend également plusieurs parcelles répertoriées comme potentiellement polluées : SSP4073718 ; SSP4068987 ; SSP4061415. Sur ce point et comme vous l'avez rappelé dans l'avis, nous confirmons que l'OAP n°3 n'est pas actualisée dans le cadre du projet de modification.

Néanmoins et bien que le projet de modification n° 3 du PLU n'ait pas d'effet sur les possibilités de changement d'usage, nous proposons de le compléter afin de répondre aux enjeux de protection de futurs occupants.

En effet, la commune dispose de la faculté de mobiliser l'article R 111-2 du code de l'urbanisme lequel permet de refuser ou assortir de prescriptions spéciales un projet s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

Aussi, nous proposons de compléter notre projet de modification n°3 du PLU par les dispositions détaillées ci-dessous.

Orientation d'aménagement n°2.

Le porteur de projet devra s'assurer de la prise en compte et de la gestion de la pollution éventuelle du site, ainsi que de l'absence d'impact pour les personnes et l'environnement afin que le futur usage soit compatible avec l'état du site.

Règlement du PLU

Titre I – Dispositions générales applicables à toutes les zones

4. PRISE EN COMPTE DES RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS.

Ajout en introduction :

Il est rappelé qu'en application de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme, un projet peut être refusé ou assorti de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

Ajout d'un nouveau paragraphe :

4.8 Pollutions des sols

Le territoire communal comprend 92 sites référencés dans la base de données ex-Basias et deux sites dans la base de données ex-Basol. Ces anciennes bases de données ont été intégrées dans la plateforme Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr>. Il est souligné que l'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.

Il appartient au porteur de projet de s'assurer de la prise en compte et de la gestion de la pollution éventuelle du site, ainsi que de l'absence d'impact pour les personnes et l'environnement afin que le futur usage soit compatible avec l'état du site.

Concernant le risque radon

Votre avis indique que :

- La commune est classée en « potentiel radon 3 », le niveau le plus élevé ;
- Les propriétaires ou exploitants d'établissements recevant du public doivent mettre en œuvre une surveillance de cette exposition en application de l'article R.1333-33 et suivants du code de la santé publique ;
- Pour les autres usages de bâtiments, la collectivité territoriale compétente doit informer du risque lié au radon, notamment par le biais des documents et des autorisations d'urbanisme.

Nous vous confirmons que la commune met en œuvre une surveillance de cette exposition et qu'il n'a pas été constaté de présence de radon dans les relevés réglementaires effectués par la commune en tant que propriétaire et exploitant d'établissements recevant du public. Nous tenons bien évidemment ces éléments à votre disposition si besoin.

Concernant les mesures d'information, nous précisons que **le PLU en vigueur mentionne déjà ce risque et renvoie vers les préconisations de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire** (cf. page 56 du rapport de présentation du PLU en vigueur).

Enfin, il nous semble qu'une évaluation environnementale n'est pas l'outil approprié pour répondre à un objectif de renforcement de mesures d'informations.

Concernant les moustiques tigres

La commune est engagée dans la lutte contre le moustique tigre au moyen notamment d'actions de communication et de sensibilisation ainsi que d'une subvention pour l'acquisition des pièges. Un référent technique est également identifié au niveau de la commune. Enfin, un partenariat a été établi avec l'Entente Interdépartementale Rhône-Alpes pour la Démoustication (EIRAD).

La commune est donc favorable à la mobilisation de son document d'urbanisme sur ce sujet. Toutefois, nous nous interrogeons sur les apports que pourrait avoir une évaluation environnementale. En effet, il existe déjà de nombreuses publications (Centre National d'Expertise sur les Vecteurs, ANSES) sur le type de prescriptions que le PLU peut contenir afin d'éviter la stagnation de l'eau favorable au développement des moustiques. Parmi les mesures couramment préconisées on trouve des obligations de planéité et de pente suffisante des toitures terrasses et des terrasses sur plots ou encore des préconisations de pose des coffrets techniques sur un lit drainant.

Il nous semble donc que **l'état de la connaissance et de la documentation existante est suffisant pour permettre à la commune de sélectionner les outils à mobiliser dans son PLU** et qu'une évaluation environnementale n'est pas de nature à alimenter la réflexion sur ce sujet. La commune est disposée à compléter son projet de modification du PLU sur ce sujet.

Pour tous ces motifs, je sollicite un réexamen de notre dossier en vue de la révision de la décision susmentionnée.

Le service urbanisme reste à votre disposition pour tout complément d'information ou tout document justificatif que vous jugeriez utile.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, mes salutations distinguées.

Pour le Maire,
Serge BÉRARD

Par délégation,
Michèle EYMARD
2 -ème adjointe

